

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1 F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. Humanité Rouge :
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

3^e ANNEE N° 94
JEUDI 25 FÉVRIER 1971

FACE A TOUTE NOUVELLE ESCALADE U.S.

LE PEUPLE CHINOIS NE SE CROISERA PAS LES BRAS !

Le 17 février, Nixon, ce criminel de guerre sans pareil, a tenu une conférence de presse improvisée.

C'était la première fois depuis l'invasion massive du Laos par les troupes d'agression américaines qu'il ouvrait la bouche en public.

Une fois de plus il a poussé des clameurs de guerre hystériques.

Tout d'abord il a cherché à justifier l'agression criminelle et barbare contre le Laos : c'est que les impérialistes américains y sont bien mal en point. A la fin de la semaine dernière, dans une panique extrême, ils ont dû faire une croix sur les objectifs qu'ils s'étaient fixés, soi-disant à cause du « mauvais temps ».

Effectivement, la guerre populaire que mènent avec génie les trois peuples d'Indochine étroitement unis, c'est une véritable tempête ! Bataillons et hélicoptères sont décimés comme des mouches. Les troupes d'« élite » des agresseurs, le moral à zéro, ne pensent plus qu'à sauver leur peau coûte que coûte.

Engagé dans des sables mouvants en Indochine, l'impérialisme américain s'agite en tous sens avec une violence de plus en plus grande : mais plus il s'agite et plus il s'enfoncé. Cela Nixon ne peut le comprendre.

En effet, non content de clamer que les troupes d'agression de l'impérialisme américain poursuivraient leurs menées criminelles au Laos, Nixon a annoncé avec cynisme que les bombardements sur le Nord-Vietnam ne connaîtraient aucune limite, et qu'il se pourrait bien que la République Démocratique du Vietnam, à son tour, soit envahie.

C'est là une nouvelle déclaration de guerre aux peuples d'Indochine, et du monde.

Les peuples d'Indochine, étroitement unis, ont fait la preuve que jamais l'impérialisme n'arrivera à dicter sa loi en Indochine.

De plus, comme l'a souligné le « Quotidien du Peuple » : « ... Le Laos ne se situe pas dans le nord-ouest de l'Europe, ni en Amérique du Sud, mais dans le nord de l'Indochine. Il est lié à la Chine par les mêmes montagnes et rivières et ils ont une frontière commune de plusieurs centaines de kilomètres. Nixon ne doit pas perdre la tête et oublier cette connaissance géographique élémentaire ».

Le peuple chinois n'est pas né d'hier. Il a une très longue expérience de la guerre populaire qu'il a menée avec des succès historiques sous la direction du président Mao Tsé toung. Il s'est fortifié dans la lutte contre l'impérialisme américain. Pas plus qu'il n'y a vingt ans en Corée, le grand peuple chinois n'est prêt à laisser l'impérialisme américain agir à sa guise en Indochine.

Les peuples du monde et le peuple de France parmi eux soutiennent fermement les peuples d'Indochine, de Chine et les autres peuples en lutte contre l'impérialisme américain.

A BAS L'IMPERIALISME AMERICAIN, ENNEMI N° 1 DES PEUPLES DU MONDE !

LES PEUPLES D'INDOCHINE VAINCRONT !



Volontaires du Peuple Chinois et soldats de l'Armée Populaire de Corée combattant côte à côte en 1952.

PARIS - VENDREDI 26 FEVRIER A 20 h 30

SALLE LANCERY, 10 rue de Lancry (Métro Bonsergent ou République)

MEETING INTERNATIONALISTE PROLETARIEN

en soutien aux guerres de résistance des peuples d'Indochine
contre l'impérialisme américain ennemi n° 1 des peuples du monde

En présence de représentants des héroïques peuples frères

A TOUS NOS LECTEURS, CAMARADES, AMIS ET SYMPATHISANTS

QUE L'HUMANITÉ ROUGE SERVE LE PROLÉTARIAT ! (3)

LA CLASSE OUVRIERE PREND LA PLUME

A BAS LES NEGRIERS !

Le 15 juillet je suis allé, au bureau de placement au Maroc, pour chercher du travail. J'ai attendu trois mois, puis j'ai été convoqué pour passer un essai professionnel.

Le patron français et deux ingénieurs, étaient là pour nous examiner. Ils étaient venus spécialement au Maroc pour chercher de la main-d'œuvre.

Après m'avoir « jugé bon », ils m'ont expliqué les « avantages » que j'aurais à venir travailler en France. Je suis rentré chez moi, attendant d'être reconvoqué au moment où mes papiers seraient prêts.

Jeudi 14 janvier 1971 je me suis représenté à l'O.N.I. (Organisation Nationale de l'Immigration). Ils m'ont fait signer un contrat de travail sans me le montrer.

En effet, lorsque je suis arrivé, on m'a fait attendre dehors, dans une cour, avec beaucoup d'autres chômeurs venus pour la même chose. Ils ont appelé dans un micro, on m'a fait rentrer dans le bureau, on m'a présenté un morceau de papier, en me disant de signer. Je n'ai pu voir ce contrat qu'à 5 heures du soir, et je devais prendre le train de 7 heures.

Lorsque j'ai pu lire mon con-

trat de travail, je me suis aperçu que j'étais embauché comme ouvrier spécialisé (O.S.) alors que le patron français, avait demandé avant de donner son accord à voir mon C.A.P.

En continuant à lire mon contrat, je me suis rendu compte que pendant 1 an, j'étais obligé de travailler comme O.S. alors que dans une autre boîte je pourrais travailler comme ouvrier qualifié.

Je ne peux rompre ce contrat de travail. Si je voulais le faire je serais obligé de rembourser 1 an de salaire au patron français et je ne pourrais obtenir, à la main d'œuvre ma carte de travail.

Cependant ce n'est pas le seul méfait du patron français. Lorsque j'ai touché ma 1^{re} quinzaine je me suis aperçu qu'au lieu d'être payé à 4 F comme c'était écrit sur le contrat, j'étais payé à 3,60 F (le SMIG est de 3,63 F). Lorsque j'ai été réclamer à la direction, on m'a répondu qu'avec la prime de production (tout le monde la touche à l'atelier) ça faisait le compte. Je suis fermement décidé à ne pas me laisser faire.

Le patron français pensait sans doute qu'en venant nous chercher au Maroc, nous ignorions tout des lois qui régis-

sent le travail en France, et qui furent acquises dans de dures luttes par les travailleurs en France.

Nous travailleurs immigrés, nous montrerons aux patrons français qu'il ne faut pas sous-estimer l'adversaire. Ils viennent chez nous, chercher des esclaves, ils auront, chez eux, des travailleurs, conscients de leur exploitation et prêts à la lutte, auprès des travailleurs français !

Un travailleur immigré

« Camarades,

Nous sommes deux camarades ouvriers marxistes-léninistes qui souhaitons offrir nos efforts à la cause de la révolution. Ensemble et parce que nous sommes liés par une grande connaissance de nous-mêmes, nous avons décidé d'agir en fonction de nos possibilités.

Voilà désormais six mois que nous lisons l'« Humanité-Rouge ». Au terme de ces lectures et du parti que nous en avons tiré, nous avons décidé qu'une large campagne d'information était indispensable à soulever la réflexion de nos camarades encore silencieux.

En conséquence de quoi, nous joignons à cette lettre l'original des tracts que nous sommes en train de tirer, ce dans le but de faire connaître NOTRE journal.

Evidemment nous soumettons à votre approbation et souhaitons soutien et conseils.

Nous tenons à vous assurer de toute notre ferveur révolutionnaire.

Deux ouvriers des Vosges. »

Tract :

« A l'adresse de la classe sociale opprimée
OUVRIERS . OUVRIERES . PAYSANS »



Un des livres éditoriaux qui ont nous révéler la vérité et dénoncer les injustices bourgeoises et capitalistes.

L'HUMANITÉ ROUGE doit

vivre car elle vit dans la base dans laquelle les patrons-négriers essaient de nous suffoquer.

Un travailleur immigré

« 150 F POUR FAIRE VIVRE MA FAMILLE »

Il y a deux ans je gagnais 800 F par mois ; j'arrivais quand même à mettre la moitié de mon salaire de côté pour l'envoyer à mes parents. Mais maintenant, tout a augmenté, le pain, le fromage, toute la nourriture est devenue très chère. Mon salaire est maintenant de 900 F par mois. A chaque fois que je fais le marché je paye les légumes presque 1/4 de plus que l'année dernière et les vêtements aussi ont beaucoup augmenté.

Par rapport à mon salaire, je fais le compte j'arrive à mettre 150 F de côté ; 150 F pour faire vivre mes parents, ma femme et ma fille ; ce n'est pas suffisant ! Et en plus il faut que je retire les frais de mandat et que je paye aussi la dévaluation (parce que l'argent français est moins cher maintenant). Tout ça c'est

la faute au gouvernement et aux patrons qui ne pensent qu'à nous prendre notre argent.

Le seul moyen de se sortir de cette misère c'est que tous les ouvriers s'organisent dans les boîtes et les grandes usines, pour manifester dans les rues et crier « A bas les hausses des prix ! », « A bas les capitalistes ! » et « A bas le racisme ! ». Il faut aussi que les ouvriers s'organisent dans les usines pour défendre leur salaire et la Sécurité du Travail, pour demander des infirmeries, etc.

A BAS LES CAPITALISTES !

VIVE L'UNITE DES OUVRIERS FRANÇAIS ET IMMIGRES QUI GAGNERONT LA LUTTE CONTRE LES CAPITALISTES TOT OUVRIERS !

UNE FORMULE D'ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITÉ ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutiens politiquement « L'Humanité Rouge » dans son combat idéologique et politique en souscrivant un abonnement.

Nom	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
Prénom	3 mois	10 F	20 F	20 F
Adresse	6 mois	20 F	40 F	40 F
.....	1 an	40 F	80 F	80 F

Etranger : un an 120 F ; six mois 60 F.

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

	Total précédent	43 487,70 F
2 travailleurs	Ivry	6 F
Des marxistes-léninistes (versement de février)	Paris 12 ^e	60 F
Un étudiant	Nanterre	5,50 F
Un travailleur immigré	Le Puy	1 F
M.B.	Maisons-Alfort	50 F
Des travailleurs	Nord	10 F
Un ami de l'H.R.	Perpignan	20 F
Des camarades	Sables-d'Olonne	10 F
Des élèves de CET	Selne-et-Marne	6 F
Un jeune travailleur des PTT	Paris 18 ^e	9,50 F
Un cheminot	Toulouse	5 F
Un jeune couple	Rennes	2 F
Un cheminot	Noisy-le-Sec	10 F
Des travailleurs	Angers	10 F
Les marxistes-léninistes	Le Puy	5 F
Un travailleur immigré	Vitry	2 F
Comité de rédaction de l'H.R.	Paris	130 F
Courage et persévérance. Vive la pensée-maoïstetoung !	Marseille	10 F
A.		
	Total général	43 839,70 F

SECOURS ROUGE PROLÉTARIEN

	Total précédent	8 540,65 F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	50 F
Une sympathisante du Parc Kallisté	Marseille	25 F
Collecté à la librairie « Le Phénix »	Paris	70 F
	Total général	8 685,65 F
Versé pour un camarade victime de la répression dont la famille était en difficulté		430 F
Versé pour aider un camarade victime du patronat		200 F
	Après soustraction	8 055,65 F

L'ASSOCIATION des AMITIES FRANCO-CHINOISES

organise

LE JEUDI 4 MARS, A 20 H 30

UN MEETING SUR
« LES RELATIONS DE LA CHINE
ET DE L'ASIE DU SUD-EST »

par HAN SUYIN

Salle de la Mutualité (Métro Maubert-Mutualité)

EXPOSITION

SUR L'EDIFICATION DU SOCIALISME EN CHINE

le samedi 27 février, de 14 heures à 24 heures
le dimanche 28 février, de 10 heures à 22 heures

Salle de l'Épicerie, 12 rue du Renard

(Métro Hôtel-de-Ville)

« LA CHINE EN CONSTRUCTION »

Revue générale mensuelle, abondamment illustrée et aux articles substantiels, ce périodique chinois de moyen format répond parfaitement à la juste curiosité des travailleurs. Facile à lire et à regarder, il leur offre de nombreuses informations sur la vie quotidienne des ouvriers et des paysans chinois dans le cadre de l'édification du socialisme.

Abonnement à la librairie Le Phénix, 72, bd de Sébastopol - Paris-3^e (1 an : 8 F ; 2 ans : 12 F ; 3 ans : 16 F).

SOUTIEN ACTIF AUX METALLOS DE BATIGNOLLES !

Les métallos de l'usine Batignolles poursuivent depuis six semaines leur grève. C'est dans l'unité à la base et dans l'action, que se renforce chaque jour l'unité de combat. Classe contre Classe, Classe Ouvrière contre exploitateur capitaliste.

Les importantes manifestations rassemblant jusqu'à 10 000 personnes dans les rues de Nantes, sont un soutien effectif à leur juste lutte. Les rassemblements d'ouvriers à Saint-Nazaire et à Châteaubriand sont aussi un soutien politique et moral.

Les grèves de solidarité, les débrayages dans les usines du groupe Creusot-Loire et d'autres usines nantaises sont un soutien concret dans la lutte de Classe que mènent les métallos de l'usine Batignolles contre les buveurs de sang.

Exploités ! Opprimés ! les ouvriers, les paysans le sont également, et pratiquent dans le concret l'Unité Ouvriers-Paysans. Solidaires de leurs frères exploités dans les usines, les agriculteurs donnent des légumes tels que les choux-vert, vendent des produits alimentaires au prix producteurs, pommes de terre à 0,25 F le kg, carottes à 0,35 F le kg, poulet de 3 livres à 5 francs, etc. Chaque jour 450 litres de lait sont distribués au prix de 0,55 F le litre.

C'est la solidarité matérielle des paysans envers les ouvriers, c'est un aspect de la lutte anti-monopoliste !

Les métallos de Batignolles popularisent leur lutte dans leur pratique en se rendant dans de grandes villes, Paris, Lyon, Bordeaux, Saint-Etienne, Le Havre, Grenoble, etc., pour y effectuer des collectes.

Face au capitalisme exploiteur, nous devons soutenir leur juste combat. Un ouvrier professionnel 2^e échelon percevait avant cette grève 1050 F pour plus de 45 heures par semaine, alors que les profits capitalistes sont sans cesse en augmentation.

Batignolles peut payer !
Pas de salaire inférieur à 1000 F par mois pour 40 heures par semaine !
40 heures immédiatement !
La retraite à 60 ans !
Que partout en France la Classe Ouvrière s'empare de ces justes mots d'ordre !
Que partout en France la Classe Ouvrière applique le juste mot d'ordre :
Classe contre Classe !
Vive la lutte exemplaire des métallos de Batignolles !

Luc DACIER

RHONE-POULENC :

A BAS LA HIERARCHIE DES SALAIRES !

A Rhône-Poulenc, après vingt ans de travail épuisant, un ouvrier en échelon 4 ne dépasse pas 1400 F, tandis qu'un ingénieur commence à deux fois plus au moins.

Comment approuver cette injustice révoltante ?

On dit souvent : « C'est normal que le cadre gagne plus parce qu'il s'est fatigué à faire des études. »

Celui qui dit cela ne s'est pas beaucoup fatigué à réfléchir ! Prenons un exemple de tous les jours : deux enfants de 16 ans. Le premier va faire des études, au lycée jusqu'à 20 ans, ensuite l'université ou dans une école d'ingénieurs jusqu'à 25 ans. Pendant ce temps l'autre, obligé de gagner sa vie, rentre à l'usine et commence à travailler comme ouvrier.

Qui osera prétendre qu'entre 16 et 25 ans celui qui a fait des études s'est fatigué plus que celui qui a travaillé pendant ce temps comme ouvrier ?

Si c'est fatigant de faire des études ou des recherches, en comparaison le travail de l'ouvrier est cent fois plus épuisant.

Alors pourquoi justifier la hiérarchie vis-à-vis de la classe ouvrière par la « fatigue » des études ?

On dit aussi : « C'est parce qu'il est plus intelligent que le cadre a fait des études. »

C'est injurier les ouvriers en voulant faire croire qu'ils sont « moins intelligents ».

Celui qui fait des études ce n'est pas parce qu'il est plus intelligent mais uniquement parce qu'il n'est pas obligé de commencer à travailler à 16 ou 18 ans. Et beaucoup qui ont fait des études sont, comme on dit, des « imbéciles instruits ». Le fils d'ouvrier, lui, il sera ouvrier. Pas par manque d'intelligence mais par nécessité.

L'instruction n'a rien à voir avec l'intelligence.

Mao Tsé-toung dit que les ouvriers sont « doués d'une puissance créatrice illimitée » et les réalisations accomplies en Chine par les ouvriers le montrent bien.

On voudrait aussi nous faire croire : « C'est parce qu'ils ont des responsabilités que les cadres sont mieux payés. »

Mais dans la réalité qu'est-ce qui se passe ?

A l'usine c'est comme à l'armée : pour une faute commise plus on descend dans le grade plus la sanction est lourde ; mais pour les primes c'est le contraire, plus on est gradé plus on en touche.

Pour une erreur de l'ouvrier le patron a la mémoire longue ; il s'en souvient six mois après quand il est question pour l'ouvrier de changer de catégorie. A l'égard des cadres au contraire le patron se montre très « compréhensif » ; il ne parle jamais des erreurs commises par les cadres.

Des ouvriers ont été licenciés pour avoir raté une opération, mais combien de cadres ont déjà été licenciés à Rhône-Poulenc pour « faute professionnelle » ? Alors pourquoi cette fable de la « responsabilité des cadres » pour défendre la hiérarchie ? Vraiment rien ne peut justifier la hiérarchie.

Mais dans l'usine c'est le principe : plus on se fatigue, moins on gagne. Qui fait chaque jour le travail épuisant pendant 8 heures, qui fait les opérations de production, qui est poussé par le temps, qui respire les produits toxiques et expose sa santé aux dangers ? Qui est le véritable producteur ? Bien sûr c'est l'ouvrier.

Mais pour la grande majorité des cadres le travail consiste à complimenter le travail de l'ouvrier, à enregistrer les livraisons et passer les commandes. Pour certains cadres, il s'agit même de faire produire l'ouvrier toujours plus, d'appliquer dans l'usine le système capitaliste qui consiste à exploiter la classe ouvrière jusqu'à la moelle. Ceux-là sont carrément du côté des patrons.

A tous ceux qui prétendent que lutter contre la hiérarchie c'est diviser la classe ouvrière (comme si les ingénieurs et les flics du patron faisaient partie de la classe ouvrière !) nous disons :

S'il y a des cadres qui veulent être avec la classe ouvrière ils doivent soutenir les revendications des travailleurs, notamment lutter contre la hiérarchie et le rôle répressif que veut leur faire jouer le patron. Sinon ce sont les chiens de garde du patron.

L'unité, elle doit se faire autour des revendications des ouvriers et pas des cadres. Il faut choisir : on ne peut pas servir à la fois le diable et le bon Dieu.

A BAS LA HIERARCHIE !

A BAS LE SYSTEME CAPITALISTE !

A BAS L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME !

Cercle marxiste-léniniste
Vitry (banlieue de Paris)

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

HOUILLERES DU NORD-PAS-DE-CALAIS

Les mineurs d'Auchel et de Bruay, en grève depuis le 9 février poursuivent leur action contre la fermeture des puits prévus en 1972 et 1974.

Plusieurs milliers de mineurs ont manifesté dans les rues d'Auchel et Bruay, mercredi 17 contre la fermeture des dernières fosses de la région. Les commerçants solidaires de la juste lutte des mineurs ont baissé leurs rideaux. Les travailleurs de la Centrale électrique de Choques ont débrayé en signe de solidarité.

Devant cette solidarité quasi-totale de la population, la bourgeoisie joue une de ses cartes, celle de ses valets. C'est ainsi que le syndicat des ingénieurs vole au secours des monopoles et déclare : « Il serait dangereux de croire et de laisser croire à la possibilité de prolonger l'exploitation... » A qui fera-t-on croire que l'on a trop de charbon ! puisque nous en importons de l'étranger ?

Ces services laquais répandent aussi de fausses nouvelles, afin de mieux tromper les travailleurs prétextant que le problème fondamental est celui de l'emploi et de dévoyer la lutte des mineurs.

Mais la vérité, c'est que chaque jour l'armée de chômeurs grossit. Le 6^e plan des monopoles capitalistes est un plan de misère et de chômage pour la classe ouvrière et de profits pour les exploitateurs.

A la suite de cette campagne démobilisatrice les directions syndicales révisionnistes et réformistes ont proposé un vote secret, suivant l'idéologie bourgeoise, pour la reprise du travail. Une forte opposition a condamné la reprise du travail. A Bruay, 388 contre 402 voix, à Auchel 209 contre 536 voix. C'est dans le combat, Classe contre Classe, que les mineurs démasqueront les trahisons et les dupes de bonzes.

ETABLISSEMENTS TESSIER

A LAPTE (Haute-Loire).

Les travailleurs de l'usine de Lapte sont en grève depuis le 27 janvier, avec occupation, pour leurs revendications.

Les ouvriers des usines de Sainte-Stigolène et Mautfaucou les ont rejoints dans l'action.

Mardi 9 février les grévistes se sont rendus devant diverses entreprises de Saint-Etienne demandant aux travailleurs

d'agir avec eux. Ceux-ci ont déclaré : « Nous sommes d'accord avec vous, mais nos délégués ne le sont pas. » Ici la base est en désaccord avec la direction syndicale C.G.T.

La base doit constituer ses propres comités de lutte, face à cette trahison.

Solidarité active avec la juste lutte des travailleurs des Etablissements Tessier !

FOUGEROLLES A CROISSY-EN-FRANCE

Les ouvriers du chantier de l'aérogare poursuivent la grève illimitée pour les salaires, les conditions de travail, d'hygiène et de sécurité.

Les ouvriers de Manumardy (sous-traitant de Fougerolles), décident la grève en solidarité avec leurs camarades, le 18 février. Ils sont en lutte également pour leurs propres revendications, 0,50 F de l'heure pour tous, une prime de 150 F, de meilleurs conditions de travail.

FONDERIES DE BIACHE-SAINT-VAAST (Pas-de-Calais)

Les 400 ouvriers du laminoir Biache sont en grève depuis le 9 février pour leurs revendications.

S.O.C.A.E. A BORDEAUX

A la suite du licenciement d'un employé, délégué du personnel, 120 ouvriers du bâtiment occupent le siège de cette entreprise, mercredi 17 février. Deux directeurs ont été capturés par les ouvriers et sont restés prisonniers : l'un 10 heures, l'autre 7 heures.

Le délégué du personnel a été réintégré à la suite de cette action.

FABRIQUE DE MEUBLES A EPINAL

760 ouvriers, employés des établissements Manuest de Chatenois sont en grève depuis lundi 15 février. Les grévistes sont en lutte contre les mauvaises conditions de logement des travailleurs immigrés et pour l'augmentation des salaires.

CHEMINOTS TOULOUSAINS

Grève de 24 heures contre la compression des effectifs.

LESIEUR A DUNKERQUE

La grève se poursuit depuis le 15 février pour les revendications.

BLANC-MISSERON (Nord) à la C.F.E.M (Métallurgie)

ENCORE UNE GREVE BIDON !

L'an dernier, nous avons fait grève trois semaines pour le 13^e mois sur-tout : il nous est passé sous le nez !!!

Ce jeudi 11 février, les syndicats ont lancé une grève de 24 heures, pour augmenter nos salaires.

Le patron propose cyniquement un beau radis : 1 % tout de suite et 1 % en juillet ! Il se fout de nous !

Sous la pression des ouvriers de plus en plus mécontents de l'augmentation des cadences et du coût de la vie, les syndicats réclament 15 % tout de suite (c'est y pas anti-patron, ça !)

Les cadres sont contents, pas besoin de faire grève : si la combine syndicale marche, ils vont récolter 5 à 6 % sur 2 000, 3 000 ou 4 000 F par mois, ce sera pas si mal !

Et pour l'ouvrier qui travaille comme un esclave pour trois fois rien, une journée bel et bien perdue et 20 ou 30 F de plus par mois. Même pas de quoi payer l'électricité ! Et encore le patron sur le dos !!! Un gréviste est toujours aussi mal vu en 71 qu'en 1920 !

Finalement, on a repris le travail vendredi avec 5 % en poche. On est loin de ce que promettaient les délégués syndicaux ; quant au 13^e mois, il nous est encore passé sous le nez comme une belle truite insaisissable !

Le patron se frotte les mains malgré tout : les affaires marchent bien. Une grévette par an, c'est bien, comme ça il sera tranquille jusqu'à l'an prochain !!! Ça vaut bien une messe !

Depuis trois ou quatre mois, les ouvriers ont monté des ponts, encore des ponts, toujours plus vite ! les

acheteurs seront livrés à temps ! Mais au fait, pourquoi les syndicats n'ont-ils pas organisé une bonne grève quand précisément le patron n'avait plus de ponts en stock ?

Bref, une fois de plus, nous avons été roulés ! Quelques mauvaises langues — les ouvriers les plus combattifs — commencent à murmurer :

Et si on faisait comme les mineurs de Faulquemont... la prochaine fois ! On verra bien qui rira le dernier. Nous sommes divisés mais nous saurons nous organiser classe contre classe pour notre gagne-pain... sans la permission des syndicats ! Et même que la majorité des syndiqués et certains délégués seront d'accord avec nous !

Nous nourrissons certains délégués malhonnêtes qui ne veulent qu'une chose : garder leur bonne planque et pour cela que nous votions bien : d'abord pour eux et ensuite pour leurs compères en cuisine électorale aux municipales, aux cantonales, aux législatives et même pour le Président CAPITAL !

Nous espérons ne plus les nourrir longtemps encore (quand les copains auront tous compris...) et quant au patron, plus dur à recuire, la prochaine fois, il faudra qu'il crache le 13^e mois ! Peut-être bien que nous ne patienterons plus un an !

Bien sûr, ceux qui voient le plus clair parmi nous savent bien que nous n'aurons gagné que le jour où, avec les paysans, nous aurons instauré la dictature du prolétariat en France, c'est-à-dire aboli tous les patrons !

Vive la lutte classe contre classe !
Des travailleurs du Nord.

DIJON - G.D.F. :

CE N'EST PAS LE GAZ QUI TUE C'EST LE SYSTEME CAPITALISTE

8 novembre 1970, rue Clément-Janin, une maison détruite par une explosion, 2 morts. 7 janvier 1971, rue Joliet, un immeuble entier totalement détruit par une explosion, 2 morts, une dizaine de blessés, une centaine de personnes à la rue. Le 12 janvier, nouvelle explosion rue Hugues-Aubiot, un logement détruit, un blessé : dans les trois cas, fuites de gaz. Il est facile dans de telles circonstances d'invoquer la fatalité ; la vérité est plus simple. Il faut savoir que depuis quelques années, une dizaine d'explosions ont ainsi détruit des appartements ou des immeubles entiers dans la région, tuant 7 personnes, en blessant une dizaine (en juillet 1970 une imprimerie est détruite à Chaumont : 3 morts) et pourtant la cause est la même ; des fuites de gaz produites par le mauvais état des canalisations beaucoup trop vieilles ou mal entretenues. Dans tous les cas, c'est le système capitaliste qui a tué, qui a assassiné.

Et pourtant le G.D.F. est un service public ! Son but serait d'assurer le ravitaillement en gaz de la population dans les meilleures conditions de sécurité et de prix ; de fait, le G.D.F. est devenu une entreprise capitaliste comme une autre au service des grands monopoles et dont le seul objectif est la rentabilité : pour cela, le statut d'entreprise nationalisée est gênant, alors la direction la sabote systématiquement et cède de plus en plus le pas à des entreprises privées qui se foutent totalement de la sécurité pour ne voir que leurs profits.

Il faut savoir qu'aujourd'hui la « région » G.D.F. n'emploie plus que 70 agents alors qu'elle couvre l'équivalent de deux départements et que depuis des années il n'y a eu aucune embauche (le dernier embauché a 37 ans !) même pour remplacer ceux qui partent en retraite. Il faut savoir que le réseau de canalisation est totalement vétuste : rue Clément-Janin la canalisation de fonte avait été posée il y a 12 ans, rue Joliet elle datait de 1925 ! Et pourtant quand en 1964 le gaz de Lacq arriva à Dijon, il avait été dit que celui-ci devait être distribué exclusivement dans des canalisations d'acier ! Mais le G.D.F. se moque éperdument de moderniser le réseau, quand des travaux sont à faire on fait appel à des entreprises privées qui tirent ainsi de très substantiels profits. Qu'on en juge :

— Il y a un mois, l'entreprise Zinetti a installé un poste à Beaune : il a fallu refaire le travail.

— Il y a deux ans, des gaziers se sont aperçus que l'entreprise De Anfrasio (une des plus grosses de Dijon) louait dans la même journée à plusieurs services (G.D.F., P.T.T., Ville) le même compresseur au tarif de 50 F/heure, il a fallu gueuler pour que le directeur régional du gaz reconnaisse le fait.

— L'an dernier, l'entreprise Dé-touillon a passé un an à réparer une canalisation en fonte avenue Victor-Hugo : le remplacement de la conduite en fonte par une conduite en acier aurait coûté trois à quatre fois moins cher !

— Il y a quelques mois, à Chénôve (ZUP de la banlieue de Dijon : 15 000 habitants) on s'est aperçu que des fuites de gaz provenaient de vannes qui n'avaient pas été boulonnées, le couvercle était simplement posé, le poids de la tenue « remplaçant » les boulons !

De plus, il faut rappeler encore une fois les énormes cadeaux que le Gaz fait aux industriels en leur vendant le gaz au-dessous du prix de revient. Ainsi des camarades gaziers nous ont indiqué qu'en 1953 au moment de la grève de 22 jours (sabotée par la C.F.T.C. et F.O.), le gaz était vendu 11,30 F le mètre cube à Moisan (grand ami du préfet), le patron de la faïencerie de Longchamp, alors qu'il revenait à 18 F le mètre cube. Depuis, les cadeaux de ce type n'ont fait qu'augmenter.

Les gaziers et la population de Dijon et de la région en ont marre. Une véritable psychose de l'explosion se développe, on a peur de sauter un jour, et les gaziers n'y peuvent rien alors que techniquement il est parfaitement possible de détecter les fuites de gaz avant qu'elles deviennent dangereuses. Les moyens mis à la disposition des services techniques sont de plus en plus réduits en personnel et en matériel et ceci pour un objectif clair : on veut discréditer totalement le G.D.F. en tant que secteur nationalisé pour mieux le brader aux entreprises privées, c'est exactement la même opération qui se déroule à la S.N.C.F.

Mais les gaziers commencent à réagir. Si jusqu'à ces dernières années les comités mixtes à la production (C.M.P.) existant dans chaque service pouvaient donner l'illusion d'une participation ouvrière aux décisions, maintenant c'est clair, les représentants ouvriers ne sont là que pour entériner les décisions prises par les directeurs de centre ou régionaux (nommés par le ministère).

Début janvier, tout le personnel a envahi le bureau du chef de centre pour lui dire en face ce qu'il pensait. Le 2 février, nouvelle action, gaziers et électriciens, venus de toute la région, ont bloqué le directeur dans son bureau pendant plusieurs heures.

Tout cela n'est qu'un début, il faut maintenant que gaziers et électriciens intensifient leur action, ne se laissant plus prendre par les manœuvres démagogiques de leurs syndicats de collaboration de classe (qui ont signé le fameux « contrat ») pour imposer leurs revendications immédiates :

- Luttons contre le démantèlement de l'E.D.F.-G.D.F.
- Luttons contre la réduction des effectifs.
- Embauche de nouveaux employés.

Mais sachons aussi que seul le socialisme pourra mettre un service comme le Gaz au service du peuple en réalisant l'expropriation définitive de tous les exploités.

A BAS LA DIRECTION DU G.D.F. QUI ASSASSINE !

VIVE LE SOCIALISME !

C.D.H.R. Dijon

NANCY :

MEURTRE SUR UN CHANTIER

La rapacité du patronat vient, une fois de plus, d'arracher à la vie un travailleur du bâtiment : Tayeb Ben Machboul, assassiné le 10-2-71 sur un chantier de Vandœuvre.

Pour la presse réactionnaire, il s'agit d'« un accident mortel du travail ». « L'Est Républicain », au service exclusif du Capital, relate les faits en se gardant bien de les analyser ; la seule « explication » fournie : « ... une des roues s'enfonça dans une excavation. L'engin, déséquilibré, bascula en avant... »

Ainsi, la presse bourgeoise vole au secours de l'un des siens, écartant la responsabilité du chef d'entreprise, dont il n'est absolument pas question dans l'article. Pour la circonstance, l'outil de travail devient même propriété de l'ouvrier : « Ecrasé contre un mur par SON engin », titre le journal. Les écrivassiers bourgeois n'hésitent pas à se rouler dans la boue : servir le Capital est leur devise... et leur gagne-pain.

La bourgeoisie, pour maintenir sa domination sur le prolétariat, possède deux armes : la plume et le fusil.

La première arme, « la plume », la plus efficace dans une période de « paix sociale », véhicule son idéologie de classe et l'impose par tous les moyens : télévision, radio, journaux, cinéma, littérature ; écoles, églises et catéchismes deviennent des lieux privilégiés pour l'endoctrinement massif de la jeunesse ouvrière.

Les rétractaires à tout cet arsenal sournois : les travailleurs révolutionnaires, les intellectuels au service de la classe ouvrière, subissent un régime spécial. La persuasion (le lavage de cerveau !) ayant échoué, la bourgeoisie recourt à la violence, « le fusil », pour mater ces rebelles. Police et tribunaux entrent dans la danse.

Dès que la situation sociale se tend, les masses échappant à l'idéologie bourgeoise, le masque libéral, démocratique, tombe : c'est la répression brutale, la guerre au peuple !

Dans l'affaire qui nous concerne, l'assassinat de Tayeb Ben Machboul, le rôle de la presse bourgeoise devient évident :

— tromper les masses, désamorcer leur juste colère, les maintenir dans la résignation ;

— et du même coup, sauver le patron et maintenir l'exploitation de l'homme par l'homme.

« Excavation », « engin » ne peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires... Le patron reste en dehors de toute l'affaire (au plus, seul le chef de chantier risque d'être inquiété) ; ils imaginent que la révolte des travailleurs va se casser les dents sur ces « objets qui tuent »

Dans un tract diffusé le 20-12-70, le Groupe Rouge de Combat des Travailleurs Révolutionnaires du Bâtiment de Nancy rappelle quelques passages du décret du 8-1-65 concernant « la protection et la salubrité dans les travaux du bâtiment » Poursuivons la lecture de l'article 66 (voir H.-R. n° 87) :

« Lorsque les travailleurs n'ont pas à descendre dans la fouille, les zones situées à proximité du bord et qui présenteraient un danger pour le personnel doivent être cependant nettement délimitées et visiblement signalées. »

Pour le patron du chantier de la Z.U.P. de Vandœuvre, prendre les mesures de sécurité (qui s'imposent doublement après la grande période de gel) :

- baliser le terrain ;
- circonscrire les zones dangereuses ;
- en interdire l'accès.

Pour ce patron, cela signifie rogner ses sur-profits : nous disons bien SUR-profits, car le coût de la sécurité entre dans le prix global de la construction.

Entre les risques mortels encourus par les travailleurs et ses sur-profits, le patron n'hésite pas : il joue à pile ou face avec la vie des ouvriers !

De toute façon, dans ce jeu de massacre, le patron n'a rien à perdre, mais tout à gagner : si l'ouvrier se blesse ou meurt, la presse bourgeoise ne met pas en cause le patron-criminel, la Sécurité Sociale paie les indemnités ; le patron-voleur n'a rien à déboursier.

LES PATRONS, LES BOURGEOIS SONT DES VOLEURS, DES ASSASSINS !

A BAS LA DICTATURE DE LA BOURGEOISIE !

NOUS VENGERONS TAYEB BEN MACHBOUL ET TOUS LES TRAVAILLEURS VICTIMES DU CAPITAL !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET SA DEVISE : SERVIR LE PEUPLE !

« LE POUVOIR EST AU BOUT DU FUSIL » (MAO TSE TOUNG).

LE GROUPE ROUGE DE COMBAT DES TRAVAILLEURS REVOLUTIONNAIRES DU BATIMENT, NANCY.

Rectificatif au sujet de l'article du n° 92, page 3, concernant Sidam (usine de tannerie du Puy-en-Velay, Hte-Loire), article qui peut paraître incompréhensible aux lecteurs.

Cet article est en fait un tract qui a été distribué à la sortie de l'usine à la suite du chômage de 180 ouvriers.

Ce chômage résulte entre autre de la fusion de l'usine du Puy avec celles de Bort et d'Annonay.

Il serait important pour les camarades du Puy que des ouvriers de Bort et Annonay nous transmettent par l'intermédiaire du journal des informations sur leur usine.

DECLARATION COMMUNE

DE SAMDECH NORODOM SIHANOUK, CHEF DE L'ETAT DU CAMBODGE ET DU PRESIDENT TON DUC THANG DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU VIETNAM

Faute de place, nous regrettons de n'avoir pu publier cet important document en date du 8 février 1971. Mais nous invitons nos lecteurs à se procurer le n° 7 de « Pékin-Information », qui en donne le texte intégral.

Une fois encore l'hebdomadaire politique et théorique chinois propageant le marxisme, le léninisme, la pensée-maotse-toung apparaît comme indispensable pour tout militant, comme pour tout sympathisant, désireux de se tenir au courant et de se former sur les plans idéologique et politique.

Procurez-vous donc le numéro 7 à la « Librairie Le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris (3^e), ou par notre intermédiaire. - Ou mieux encore, abonnez-vous à « Pékin-Information » (1 an : 14 F ; 2 ans : 21 F ; 3 ans : 28 F) par les mêmes voies.

POLOGNE :

Nouvelle victoire de la classe ouvrière

La lutte révolutionnaire déclenchée par la classe ouvrière polonaise à la mi-décembre ne prendra pas fin avec saires. — écrivions-nous il y a quelques semaines.

Les événements n'ont pas tardé à confirmer cette appréciation. Les ouvriers héroïques des ports de la Baltique, premiers dans la lutte, ont certes abattu la clique de Gomulka, arraché de substantielles augmentations de salaires et imposé, — au moins pour le moment, — l'abandon de toute répression anti-ouvrière.

Gierek, — qui ne manque ni d'habileté, ni de cynisme, — a cru pouvoir désarmer les travailleurs en manœuvrant, en faisant des promesses et en jouant à la « démocratisation ».

Mais les travailleurs polonais n'ont pas la mémoire courte. Ils se souviennent que Gomulka et son groupe se sont emparés du pouvoir et s'y sont maintenus plus de quatorze ans grâce à de semblables manœuvres. Aussi, n'ont-ils pas obtenu aux directives des nouvelles autorités révisionnistes et ont, au contraire, poursuivi la lutte sous toutes les formes.

Au cours de la première semaine de février, les travailleuses du textile de Lodz se sont mises à leur tour en grève. A Lodz, que l'on surnomme le Manchester polonais, 140 000 travailleurs du textile, dont 80 % de femmes, représentent une force avec laquelle tous les oppresseurs du peuple polonais ont eu à compter. Au temps de la tyrannie tzariste, Lodz a été le théâtre de maintes révoltes noyées dans le sang par les cosaques, mais sans cesse renaissantes. Au temps des colonels, puis sous l'occupation nazie, les travailleurs de Lodz ont fait preuve d'un inébranlable esprit anti-fasciste et révolutionnaire. Gierek et son chef de gouvernement Jaroszewicz connaissent au moins l'histoire de leur pays.

Aussi, n'a-t-il fallu que quatre jours aux ouvrières et ouvriers de Lodz pour remporter une nouvelle et grande victoire.

Jaroszewicz et trois autres membres du Bureau politique du Parti « ouvrier » polonais se sont rendus sur place et, après avoir vainement tenté de faire pression sur les grévistes, ont dû annoncer l'annulation des hausses de prix décidées le 12 décembre par Gomulka, hausses qui furent l'étincelle de la révolte, de Gdansk à Szczecin.

Déjà, la grève gagnait certains

DES BROCHURES QUI ECLAIRENT LES ÉVÉNEMENTS actuels en Pologne

- * Aux Editions Naim Frashëri de Tirana :
 - Les idées du marxisme-léninisme triompheront du révisionnisme - 1 F.
 - La classe ouvrière des pays révisionnistes doit livrer bataille et rétablir la dictature du Proletariat - 0,35 F.
 - Feu sur la trahison révisionniste - 0,50 F.
 - La démagogie des révisionnistes soviétiques ne peut couvrir leur visage de traître - 0,35 F.
 - La République Socialiste de Tchécoslovaquie dans l'état des occupants révisionnistes soviétiques - 0,35 F.
 - La clique des révisionnistes, traître au marxisme-léninisme et agent de l'impérialisme - 1 F.
- Les 6 brochures groupées :
3 F + 1,75 F de port
- Règlement en timbres poste accepté (paiement à la commande), par notre Intermédiaire ou à la librairie « Le Phénix », 72, bd de Sébastopol, Paris-3^e.

autres grands centres tels Wrocław, en Silésie, et l'équipe Gierek-Jaroszewicz-Moczar n'avait pas d'autre alternative que de céder ou de réprimer par la force, avec le risque, dans ce dernier cas, d'avoir à affronter une révolte générale du peuple polonais.

Les dirigeants révisionnistes de l'U.R.S.S., inquiets de la possible contagion de l'exemple polonais, ont, semble-t-il, aidé leurs vassaux de Varsovie à surmonter les conséquences économiques de leur capitulation. Mais ce qui s'est passé en Pologne peut se passer demain en Bulgarie ou en Hongrie, et surtout, en U.R.S.S. même.

Gierek, toutes affaires cessantes, s'est rendu le 17 février à Byalistok, en Pologne orientale. A l'heure où ces lignes sont écrites, le but de ce voyage soudain n'a pas été annoncé, mais il est des plus probables qu'étaient au rendez-vous d'importants responsables soviétiques.

C'est que la situation est sans issue pour Gierek et son patron Brejnev. L'occupation de la Tchécoslovaquie par les tanks de Jacobovski n'a pas

mis fin à l'hostilité des peuples tchèque et slovaque envers la clique de Husak et ses maîtres sociaux-impérialistes. Les balles explosibles et les grenades de Gomulka n'ont pu endiguer la lutte du peuple polonais. Autre manœuvre, autre échec : en multipliant les concessions à la hiérarchie catholique (dernière en date : la restitution à l'Eglise des anciennes propriétés ecclésiastiques), Gierek comptait consolider son pouvoir, il n'a fait que se démasquer un peu plus.

Sous la direction de son avant-garde, le Parti Communiste de Pologne (marxiste-léniniste), la classe ouvrière et le peuple polonais intensifieront encore leur lutte révolutionnaire contre les révisionnistes au pouvoir à Varsovie et leurs maîtres sociaux-impérialistes soviétiques.

Le sang des martyrs ouvriers de Gdansk, Gdynia, Szczecin fera se lever, dans toute l'Europe centrale et orientale, des millions de combattants rouges qui balayeront les renégats révisionnistes et leur pouvoir usurpé. A Varsovie, à Prague, à Moscou, le communisme triomphera !

LES AMBASSADEURS DE BREJNEV A LA COUR DES FANTOCHES !

Nixon et ses laquais asiatiques, en étendant le champ de leurs agressions, ne font qu'étendre le champ de leurs défaites. Nouvelle provocation, nouvel échec, et ainsi de suite jusqu'à leur effondrement, telle est la logique des impérialistes dans leur lutte perdue d'avance contre les peuples d'Indochine et du monde entier, et ils n'iront pas contre cette logique.

Mais que font les dirigeants sociaux-impérialistes russes pendant ce temps, en dehors de déclarations qui n'empêchent pas Nixon de dormir, et de la fourniture de quelque matériel-alibi aux peuples d'Indochine en lutte contre l'agression yankee ?

Ce qu'ils font ? Nous avons déjà entretenu nos lecteurs des relations de plus en plus amicales établies par la clique de Brejnev avec Tchong-Kai-Chak, les réactionnaires thaïlandais, malais, indonésiens, etc.

Récemment ils ont fait de nouveaux pas dans cette voie.

Le président des Philippines, Marcos, a annoncé dans un discours prononcé le 8 février l'ouverture prochaine de relations diplomatiques et commerciales avec l'URSS et certains pays d'Europe Orientale.

D'autre part : « la Corée du Sud vient d'accorder pour la première fois un visa d'entrée à un citoyen soviétique, M. G. A. Dorofeïov, qui doit participer

à un colloque organisé dans la capitale. M. Dorofeïov est un haut responsable du Bureau international de l'énergie atomique. Le colloque auquel il a été invité doit étudier les problèmes de la protection contre les radiations dans les Pays d'Extrême-Orient. »

D'après « le Monde » du 10 février : Le gouvernement sud-coréen espère sans doute, que de cette façon il obtiendra à long terme une reconnaissance de fait de la part des pays d'Europe de l'Est, et tirera parti de la division du camp socialiste. A la fin de l'année dernière, les autorités avaient modifié les règlements commerciaux pour permettre l'instauration d'échanges avec des pays communistes « non hostiles ». (sic).

La reconnaissance, en fait ou en droit, des régimes asiatiques fantoches, par le social-impérialisme russe est un processus dont l'origine remonte à 1964-1965. Son accélération actuelle intervient au moment même où la lutte anti-impérialiste des peuples asiatiques s'intensifie et s'élargit, notamment aux Philippines et en Corée du Sud.

Il s'agit là d'une aide directe à l'impérialisme vaincu et à ses fantoches en débandade. Les révisionnistes soviétiques dévoilent ainsi une fois de plus leur visage de renégats, complices de l'impérialisme américain.

LES PEUPLES DE LA GUYANE, DE LA GUADELOUPE ET DE LA MARTINIQUE EN LUTTE CONTRE LE COLONIALISME FRANÇAIS

Nous disposons d'importantes informations sur les luttes engagées par les peuples frères dans les prétendus « départements d'Outre-Mer » contre le colonialisme français.

Nous regrettons de ne pouvoir les publier dans le présent numéro, du fait que la situation en Indochine revêt une importance capitale sur le plan mondial et que nous devons lui réserver le maximum de place.

Nous consacrerons la place nécessaire aux luttes des peuples opprimés et exploités par l'impérialisme français dans un très prochain numéro.

D'ores et déjà nous exprimons notre totale solidarité avec les peuples intéressés. Nous appelons à soutenir politiquement et financièrement leurs justes combats. « L'Humanité-Rouge », bien qu'en proie à de grandes difficultés de trésorerie, décide un versement symbolique de 200 francs pour le soutien matériel des Travailleurs agricoles guadeloupéens en grève depuis le début janvier 1971, qu'elle adresse à l'A.G.E.G.

Envoyez votre soutien financier avec la mention « Soutien à la grève des Travailleurs agricoles guadeloupéens » à notre journal qui transmettra.

PREMIÈRE ET LOURDE DÉFAITE DES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES IMPÉRIALISTES

Enfin, les grands manitous de la Shell, de la Standard Oil et consorts ont dû rabattre de leur superbe et accéder aux principales demandes des pays producteurs de pétrole du Golfe Persique. Et il n'est nul besoin d'être grand clerc pour deviner que la prochaine négociation avec l'Algérie et la Libye amènera le même résultat.

Lord Strathairn, qui signe l'accord de Téhéran au nom du cartel impérialiste arborait, en sortant de sa rencontre avec le Shah, un sourire un peu figé. Sans doute se rappelait-il les jours d'août 1953, où l'impérialisme britannique avait renversé le régime de Mossadegh, coupable d'avoir osé porter la main sur le monopole pétrolier de l'Anglo-Iranian Oil Co. A cette époque, le Shah avait été ramené à Téhéran dans les fourgons de l'Intelligence Service.

Mais depuis, le Shah a « grandi » en force et en appétit. Nous y reviendrons.

Mais surtout, ainsi que le notait tristement l'éditorialiste du « Monde » le 16 février :

« La vieille Europe industrielle est à la merci de quelques pays neutrs qui n'avaient, à ses yeux, guère de poids politique tant qu'ils n'étaient pas solidaires. Tel est l'enseignement indubitable qui se dégage au terme de la première étape d'une négociation mondiale sans précédent, dont on ignore encore l'issue finale. Cette dépendance, qu'elle avait commencée de soupçonner à l'occasion des deux crises de Suez, l'Europe occidentale — Etats industriels et automobilistes — ne la partage qu'avec le Japon ».

Front commun des pays producteurs, rivalité inter-impérialistes, telles sont les données qui ont modifié de façon radicale et irréversible le rapport des forces au détriment des Etats Impérialistes.

Ces derniers sont bien décidés à faire payer aux peuples de leurs propres pays les conséquences de leur déclin. Ainsi, pour la France, Giscard d'Estaing s'est-il empressé d'annoncer le relèvement prochain des prix des carburants. Mais cela n'est qu'un pis aller, qui augmentera encore les difficultés économiques et les contradictions qui minent les pays impérialistes. Quant aux régimes bourgeois et féodaux de pays comme l'Iran, l'Arabie saoudite ou le Venezuela, les milliards de dollars arrachés aux grandes compagnies les renforcent économiquement, mais il n'est nécessaire de redire que, de ces dollars, le peuple travailleur ne verra pas la couleur.

Cependant, — et cela est particulièrement vrai pour l'Iran, — l'industrialisation de ces pays s'en trouvera accélérée, ce qui entraînera la rupture des structures archaïques sur lesquelles repose le pouvoir et la croissance rapide de la classe ouvrière.

Comme en Europe au 19^e siècle, la bourgeoisie et les féodaux des pays producteurs de pétrole se renforcent apparemment, tout en forgeant l'arme qui servira à les abattre : une classe ouvrière nombreuse et combative, capable de guider les masses dans une lutte victorieuse pour la démocratie populaire et le socialisme.

De nos jours, quoi que fassent les impérialistes, les révisionnistes et la réaction, ils ne font qu'aggraver leurs contradictions internes, précipiter le rythme de leurs crises, et accélérer le processus qui mène à leur effondrement.

FAULQUEMONT :

TAUSIN, TU SERAS VENGÉ !

On vient de voir à Faulquemont l'effort des mineurs et des militants n'hésitant pas à jeter toutes leurs forces dans la bataille et les tentatives de la bourgeoisie et des traîtres syndicaux, faisant cause commune, qui ont tout fait pour briser le mouvement.

NEGOCIATIONS = MARCHÉ DE DUPES !

La colère gronde en ville dès qu'on connaît la décision de fermer Faulquemont en 73 ; un grand nombre de mineurs montent à Paris pour parlementer avec Ortoli. Celui-ci n'ayant pas les mêmes difficultés que les mineurs ne juge pas utile de discuter : « Allez chez les Charbonnages de France ! » Que diable ! même si c'est le gouvernement qui prend les décisions, les travailleurs n'ont qu'à respecter la hiérarchie ! Le 3 février donc, les mineurs sont reçus aux Charbonnages où toutes leurs revendications sont rejetées sans ménagement. Furieux, c'est à plusieurs centaines (400) qu'ils occupent les deux directions à Merlebach. Aussitôt tout le bassin s'arrête. Le 5, c'est la grève générale avec occupation du siège de Folschviller. C'est le va-et-vient incessant des militants entre Merlebach et Faulquemont pour l'organisation des piquets de grève à leurs puits. Certains commerçants sympathisants aident au ravitaillement.

Le 7, réunion entre le comité inter-syndical et les Charbonnages dans un lieu qu'ils appellent « neutre » : à Metz... à la préfecture ! La Direction « compréhensive » propose : Faulquemont reste ouvert, mais en 1980 fermeture de tout le bassin.

LA REPRESSION S'ORGANISE !

Après avoir agité la carotte, on secoue le bâton : les C.R.S. apparaissent, plus nombreux qu'il n'y a d'abeilles dans un essaim. Mais les ouvriers ne se laissent pas impressionner : ils en ont vu d'autres ! La défense s'organise avec pioches et sonnerie prête à alerter la population. La force ne pourra rien, la bourgeoisie essaie la ruse.

ENVER HOXHA
Discours à ses électeurs
le 18 Septembre 1970

(comportant une analyse pénétrante de la « démocratie » et ses élections « démocratiques », dans les pays dominés par le capital).
1,50 F + 0,65 F de frais d'envoi ordinaire et 1,20 F pour un envoi urgent

LÉNINE
de J.V. Staline

relié toile
3,50 F + 1,25 F de frais d'envoi ordinaire et 2,50 F pour un envoi urgent
Ces deux publications des Editions « Naim Frasherj » de Tirana sont en vente à la Librairie « Le Phénix », 72, Bd de Sébastopol, Paris (3^e) ou par votre intermédiaire.

LA TRAHISON
DES CENTRALES SYNDICALES

Le 9, en effet, a lieu la discussion entre centrales syndicales et les irréductibles ennemis de classe des mineurs : le directeur des Charbonnages Gardant et le président Moranda. Un protocole est « élaboré » qui ne résoud rien et se contente de vagues promesses, dont nous savons tous ce qu'elles valent. La C.G.C. signe immédiatement. Naturellement, les bonzes commencent à être jaloux et le comité inter-syndical se réunit le 10 pour « discuter » du torchon. Le syndicat jésuite C.F.T.C. est enthousiasmé, le syndicat jaune F.O. est séduit. Tous deux décident de signer.

Pendant ce temps, victime officiellement de la fatigue mais en réalité de l'inhumaine société capitaliste, un militant de base de la C.G.T., Tausin, meurt au puits de Faulquemont où il est en train de bloquer la vente au comptant. Tausin tu te savais sans doute malade du cœur, mais tu t'es entièrement dévoué pour ta cause, celle de la classe ouvrière. Tu es un exemple pour nous tous. Tu n'auras pas vu la trahison de la centrale, celle en qui tu avais confiance, celle pour qui tu faisais ce que tu pouvais parce que tu étais encore trompé par

le révisionisme. Cela ne fait rien, nous te vengerons un jour !

Le 11, alors que Faulquemont consterné continue d'occuper les directions, la reprise du travail commence dans les autres puits. Les centrales syndicales provoquent la désorganisation malgré l'opposition des militants de base.

Le 12, C.G.T. et C.F.D.T. trahissent à leur tour. Ils ne signent pas mais donnent l'ordre de reprise du travail. Ainsi ils ont oublié Tausin ! Les mineurs, sans support et sans organisation de classe, décident de reprendre le travail le 15. Mais ils ont compris bien des choses. Ils savent qu'ils n'ont rien de bon à attendre de la part du capitalisme et de ses alliés réformistes et révisionistes. Ils savent que la lutte pour les revendications immédiates apporte une expérience plus profonde de la lutte des classes ; que les intérêts de la classe ouvrière et de la bourgeoisie sont irréconciliables.

Il faut donc lutter pour la destruction radicale, violente de son Etat pour le remplacer par la dictature du prolétariat, s'organiser pour la révolution.

A BAS LES BONZES SYNDICALISTES !
VIVE LA CLASSE OUVRIÈRE !
VIVE LE SOCIALISME !
CORRESPONDANT H.R.

HAUSSES DES PRIX :
HAUSSE DES PROFITS !

Apparemment, sauf bien sûr le pouvoir d'achat des travailleurs, tout augmente. — La production : en 1969 elle aurait augmenté de 9,2 % ; en 1970 elle a dû continuer bon train (+ 10 % ?), on s'en aperçoit d'après les cadences !

— Les profits de Messieurs les capitalistes : + 26 % pendant la même année ; pas étonnant, si la production s'accroît, nos salaires ne suivent pas : devinez un peu où va la différence ?

— Les impôts que l'Etat nous vole pour les reverser, sous forme de subventions, à ses patrons les monopoles : + 21 % de 1969 à 1970 !

Et les prix ?

A titre d'exemple, voici quelques hausses de prix survenues en 1970 :

Acier	9 %	SNCF : Voyageurs	4,5 %
Nickel	20 %	Marchandises	6 %
Charbon	5 %	RATP	16,6 %
Gaz	5 %	Transports routiers et fluviaux	5 %
Electricité	3,5 %	Tarifs Postaux	14 à 55 %
Essence	1 centime	Pain	6 à 7 %
Hôpitaux Parisiens	7 à 60 %	Lait	3 centimes
Loyers	6 à 15 %		

Et cela ne fait que s'aggraver !

1^{er} janvier 1971 :

Hôpitaux Parisiens : 11,25 % ; redevance Télé : 20 % ; S.N.C.F. : 6,5 %.

4 janvier 1971 :

Augmentation des tarifs postaux : lettres urgentes : 25 % ; mandats lettres : 60 % ; mandats cartes : 23 % ; pneumatiques : 30 %.

Et depuis :

Lait : 4 centimes ; viande : 0,20 à 1 F par kg ; beurre : 0,23 F par kg ; essence : 1 centime ; automobiles : 4 %.

Et n'oublions pas le scandale d'un tiers provisionnel singulièrement en avance cette année.

Mais la colère gronde parmi les travailleurs. Rappelons-nous aussi que les hausses des transports public décidées et annoncées l'an passé n'ont pas eu lieu aux dates prévues ; celle de la SNCF vient seulement d'avoir lieu, furtivement ; on ne reparle pas encore de celle de la RATP, le gouvernement ayant, provisoirement (le temps d'une élection municipale), préféré lâcher du lest sur ce secteur trop sensible.

Mais déjà les travailleurs sont passés à l'action ; les luttes pour les salaires qui se développent durement en ce moment dans les usines, classe contre classe, comme aux Batignolles, le montrent bien.

P.T.T. - MONTPELLIER :

MANIFESTATION DE MASSE
AU CENTRE DE TRI

Les postiers du centre de tri de Montpellier travaillent dans des conditions d'hygiène et « d'environnement » particulièrement déplorable.

Par suite de la mécanisation réalisée dans un bureau inadapté, le bruit des moteurs, tapis roulants, machine à trier dépasse le seuil supportable par l'organisme et provoque une fatigue supplémentaire qui vient s'ajouter à la fatigue générale provoquée par le travail quotidien.

En mai-juin 1968 sous la pression du puissant mouvement revendicatif, la Direction régionale des P.T.T. avait dû accorder en compensation des mauvaises conditions de travail un jour de repos supplémentaire toutes les quatre semaines et avait accordé le bénéfice de la « non-rentree » mensuelle aux brigades de nuit.

Cependant, sous la pression du personnel, diverses tentatives d'insonorisation furent faites, qui coûtèrent un argent fou, mais qui s'avèrent inefficaces en raison des dispositions des bâtiments et des machines.

Pourtant, début janvier, la Direction régionale de Montpellier, prétendant que le bruit était devenu « supportable », fit savoir qu'elle supprimait les dédommagements consentis en 1968.

En fait, elle cherchait à récupérer un certain nombre d'heures de travail dans la perspective d'un licenciement important du personnel auxiliaire.

Face à cette décision les postiers du centre de tri se réunirent en assemblée générale intersyndicale et se portèrent en masse à la Direction régionale qui n'accepta de recevoir que les délégués des trois syndicats C.G.T., C.F.D.T. et F.O.

Mais l'ensemble des postiers exigea de participer aux conversations, ce que le directeur dut accepter finalement.

A la suite de cette démarche au cours de laquelle le directeur affirma avoir pris seul la décision de suppression des avantages acquis, la rupture des pourparlers fut consommée.

Le lendemain, des journaux comme le Figaro et l'Aurore, à propos desquels les travailleurs savent à quoi s'en tenir, publièrent une relation mensongère des faits et relatèrent que le directeur avait été séquestré et de plus avait subi des sévices. Un communiqué de la Confédération générale des Cadres fut publié dans le même sens tout en faisant un rapprochement avec une séquestration de cadres survenue dans une autre ville.

Deux jours après, les responsables syndicaux furent convoqués individuellement à la Direction régionale sous le motif d'enquête administrative. Là ils furent véritablement soumis pendant près de quatre heures à un véritable interrogatoire policier. Si l'on peut parler de séquestration c'est sans doute de celle-là qu'on pourrait parler.

Devant ces pressions inadmissibles et devant la mauvaise foi des pontes de l'administration, le personnel du centre de tri de Montpellier a décidé de passer à l'action. La lutte est en cours. Des actions de solidarité sur le plan régional et national se préparent !

Correspondant H.R.

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

PÉKIN

Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

TIRANA

Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

les jeux du cirque

Les élections municipales approchent ; une fois encore la bourgeoisie tente de détourner l'attention et de monopoliser la scène politique avec son cirque électoral.

Spécialistes en élection, conseillers à perpétuité, aspirants notables, politiciens et combinards en tous genres et en toutes étiquettes sont à leur affaire : on négocie, on opère des tractations, on marchandise. Et derrière les bonnes paroles « Mieux vivre dans notre cité », « préserver l'intérêt local », « pas de politique, de la gestion », se cachent les rivalités et les intérêts égoïstes, les influences et les pots de vin, le prestige et les gros sous !

Et tout ce remue-ménage bourgeois au nom de la « morale politique » ! Ici, c'est Vendroux, gaulliste notoire, qui accuse ses coéquipiers d'immoralité ; là, c'est la Fédération P. « C. » F. du Nord qui dénonce les « pratiques électorales immorales » de sa collègue socialiste...

DE QUI SE MOQUE-T-ON ? Et que veut-on nous faire gober ? Chaque parti, de l'U.D.R. au P. « C. » F. jusqu'aux groupes trotskystes produit son numéro plus ou moins bien figolé... Des grimaces qui prennent de moins en moins !

Des exemples ? Ils ne manquent pas !

Chez les gaullistes et réactionnaires patentés, on affecte la sérénité : « la consultation n'a pas de signification politique » dit-on. Et pourtant on sort « un petit livre bleu » à usage des « militants » afin de rappeler (!) comment « être plus proche des préoccupations des gens » ! C'est donc là où le bât blesse ; il faut duper ce « bon peuple » qui voit fort bien que la « politique municipale » n'échappe pas à la loi commune : la lutte de classes ! Et derrière les bonnes paroles, il y a l'empoignade sans merci des chacals

capitalistes. Il est dur de devoir partager le gâteau : n'est-ce pas A. Bord... qui laisse la place au centriste Pfilmlin après maints conseils épressés de ses amis gaullistes à Strasbourg ? D'autres moins politiques ne s'y résignent pas : deux listes gaullistes dissidentes à Toulouse ! Quant aux remous provoqués par l'affaire Soustelle à Lyon, ils en disent long sur les déchirements internes de la classe capitaliste...

Même tableau à « gauche » ! Là aussi, on emploie les grands mots : « unité populaire », « programme commun », « bataille contre les réactionnaires ». En fait, c'est la course effrénée aux places des girouettes « socialistes » ; à Amiens, le maire-sortant socialiste fait une liste de « large union »... avec le chef de cabinet de Chirac... ministre ! A Nîmes, il y a des socialistes sur trois listes différentes ; l'allié de 1965 du P. « C. » F. fait « ami-ami » avec l'U.D.R. en 1970 !

Curieux « démocrates authentiques » que ces « socialistes » ! Et pourtant les dirigeants du P. « C. » F. font toujours semblant de croire à leur sincérité ! L'important, c'est de faire des listes communes ; c'est fait dans 112 villes de plus de 30 000 habitants. « Une grande victoire de la classe ouvrière » ! A n'en pas douter ! Mais qu'en pensent les travailleurs ?

Et que pensent les travailleurs des tractations « révolutionnaires » des militants du P.S.U. ; au Havre, à Sarcelles, ils préfèrent les fauteuils municipaux aux consignes de la direction nationale de leur parti ! Bon sang électoraliste ne saurait mentir !

Mais qu'en pensent les gars des Batignolles qui entament leur sixième semaine de grève ? Qu'en disent tous nos camarades de travail que rassemble chaque jour plus nombreux la lutte classe contre classe :

« Les jeux du cirque électoral, ça ne nous intéresse pas ! »

A L'OCCASION DE LA CAMPAGNE DES ELECTIONS MUNICIPALES APPELONS LES TRAVAILLEURS :

- A DEJOUER LE PIEGE DE L'ELECTORALISME ;
- A REJETER LES ILLUSIONS DES VAINES « BATAILLES » ELECTORALES ;
- A NE PAS PARTICIPER AU SCRUTIN ;
- A S'UNIR A LA BASE ET DANS L'ACTION POUR FAIRE TRIOMPHER LEURS REVENDICATIONS IMMEDIATES AUJOURD'HUI, ET LA REVOLUTION PROLETARIENNE DEMAIN !

DIJON :

MANIFESTATION DE PLUS DE 2500 LYCEENS, CONTRE LA REPRESSION

• Au lycée, lycée technique, C.E.T. du Castel, des lycéens distribuent vendredi matin un tract appelant à une assemblée générale ; à 10 heures, 300 élèves se rassemblent et votent la grève malgré l'opposition des révisos de l'U.N.C.A.L. qui proposent une grève symbolique de 1 heure (sans doute contre une répression symbolique !).

• Au lycée Montchapet, à l'appel du Comité d'action, une assemblée générale se tient vendredi matin et décide la grève.

• Au lycée Carnot, une A.G. se tient jeudi à 17 heures et, malgré l'opposition de l'U.N.C.A.L., décide la grève pour le lendemain.

• Au lycée technique-C.E.T. Hypolite-Fontaine, les élèves se mettent en grève vendredi à 10 heures et se rendent en manifestation à Carnot.

A 15 heures, les lycéens des différents établissements se rassemblent à Carnot. Toujours malgré l'opposition des révisos-Kollabos de l'U.N.C.A.L. qui sont hués par les lycéens,

une manifestation d'à peu près 2 500 élèves traverse la ville en scandant « Libérons Guiot, à bas la répression, Marcellin salaud, le peuple aura ta peau ».

Il semble que dans certaines villes le mouvement ait été récupéré à des fins réactionnaires. En effet, pour certains, il fallait défendre Guiot parce qu'il ne faisait pas de politique, ce qui en clair voulait dire que ceux qui font de la politique peuvent toujours perdre un œil comme Deshayes ou être assassiné comme Tautin.

UNE MOBILISATION DE MASSE CONTRE LA FASCISATION

Mais nous pensons qu'à Dijon le mouvement a été largement positif.

En effet, les militants révolutionnaires ont pu développer une explication sur la fascisation du régime. Ils ont notamment fait accepter aux grévistes un texte qui a aussi été distribué à la population. Il faut voir qu'il n'y a jamais eu dans les lycées

TOMASINI PORTE-PAROLE DU COURANT FASCISTE DE LA BOURGEOISIE

« L'affaire Tomasini » illustre avec éclat l'approfondissement de la crise générale du capitalisme en France. Elle manifeste en effet l'aiguïssement des contradictions politiques au sein de la bourgeoisie. La prétendue « majorité » au service du capital monopoleur est profondément divisée sur la question de la tactique à employer vis-à-vis du mouvement révolutionnaire de masse, dont l'ampleur croissante lui procure, depuis mai-juin 1968, obsession et angoisse.

L'opposition entre cliques rivales de politiciens réactionnaires repose aussi sans nul doute sur des contradictions internes entre les capitalistes des banques et les capitalistes de l'industrie.

Elle survient après les démissions de l'U.D.R. de Christian Fouchet et Jacques Vendroux, deux figures de proue du « gaullisme » le plus orthodoxe. De façon superficielle, on peut considérer que les deux tendances principales en contradiction sont celle des partisans d'une accélération de la fascisation (la majorité de l'U.D.R. vient de réhabiliter le chef O.A.S. Jacques Soustelle à l'occasion d'un grenouillage électoraliste à Lyon) et celle des partisans d'une répression plus subtile, soutenue par Edgar Faure et certains membres du gouvernement lui-même. En gros, les adeptes du bâ-

ton expriment publiquement et activement leur réprobation de la tactique employée par les adeptes de la carotte.

Il est intéressant de souligner que cette fois-ci les choses vont loin, si loin que Pompidou lui-même, malgré son habileté et ses ruses de vieux renard de la Banque, ne parvient pas à les arranger !

Tomasini traite de « lâches » les magistrats, soulève une vague de protestation des porteurs de toges comme on n'en avait plus vu depuis avant la révolution de 1789 et tente de s'en sortir par une galipette.

Ah, si c'était notre journal qui se permette pareille « offense », gageons que notre camarade François Marty, directeur de publication, serait déjà en prison !

Toujours est-il que Tomasini a porté de l'eau au moulin de nos arguments : son intervention intempestive est à inscrire dans le cadre de la « fascisation » que nous ne cessons de dénoncer depuis notre premier numéro !

Il y a au gouvernement et dans la majorité un courant fasciste qui a jugé le moment venu de se révéler publiquement.

Le peuple de France saura riposter comme il convient, s'unir à la base et dans l'action, réaliser son Front-uni antifasciste.

Non, le fascisme ne passera pas !

Justice pour Richard DESHAYES

Nous remercions un « préparatoire » marxiste-léniniste qui nous a fourni des informations sur les mouvements lycéens. Voici quelques extraits de sa lettre :

« ... Dès le premier jour, nous avons essayé d'ouvrir les yeux des préparatoires en leur montrant le processus de fascisation et la répression impitoyable sévissant sur les masses laborieuses du pays. Nous avons ainsi gagné à notre cause plusieurs lycéens et c'est avec des mots d'ordre justes que nous avons rallié la manifestation :

- Libérez Gilles Guiot !
- Justice pour Richard Deshayes !
- Dissolution des brigades spéciales ! etc.

Nous avons pu constater le travail

de sape des militants trotskystes qui ont constamment saboté le mouvement...

Néanmoins, il reste du travail : ouvrir les yeux des lycéens sur les conditions de vie des ouvriers, sur les méthodes fascistes dans les usines. De plus, si nous avons soutenu un mouvement pour la libération de Gilles Guiot, n'oublions pas que des militants révolutionnaires sont durement réprimés et ont été jetés en prison.

En conclusion, je reprendrai les justes phrases d'un tract des communistes marxistes-léninistes de Reims :

- A bas l'Etat bourgeois, arme au service de l'exploitation capitaliste !
- A bas la fascisation !
- Et bravo pour votre journal. »

à Dijon une telle mobilisation contre la répression et que la manifestation a eu lieu malgré l'interdiction.

LES REVISOS-KOLLABOS DEMASQUES

Les révisos de l'U.N.C.A.L. qui, dans deux lycées, ont voté contre la grève, se sont opposés à la manifestation soi-disant « aventuriste » ont été discrédités aux yeux de la grande masse des lycéens. Les élèves ont préféré l'action de masse aux pétitions-trahisons de l'UNCAL.

Le syndicat réviso S.N.E.S. s'est contenté de suivre l'action de loin, nous offrant généreusement son soutien moral.

D'autre part, le succès de cette grève et de cette manifestation montre aussi une fois de plus la stupidité sans bornes des thèses droitières des trotskistes de l'A.J.S. qui prétendent qu'il n'est pas possible de mener des luttes dans les lycées sans les syndicats traîtres.

AMENONS LES LYCEENS A RENTRER DANS UN FRONT UNI SOUS LA DIRECTION DU PROLETARIAT CONTRE LA FASCISATION, POUR LA REVOLUTION SOCIALISTE !

C.D.H.R. Dijon

MONTPELLIER

SOLIDARITÉ AVEC GILLES GUIOT

(Information remontant à Jeudi).

Le mouvement de solidarité à Gilles Guiot a gagné ce matin l'ensemble de notre lycée. Tôt le matin avait lieu une assemblée générale à l'appel des classes préparatoires et de leurs organisations. Très vite une action, visant à informer l'ensemble des lycéens afin qu'ils se rallient, était décidée. Au cours de la matinée le mouvement devait s'amplifier, il donna lieu à un défilé à l'intérieur de l'établissement auquel participèrent quelques 500 lycéens. Aux cris de « libérez Guiot » le cortège se dirigea devant les bureaux du proviseur où la grève pour le lendemain fut votée à l'unanimité.

Lycéens de Joffre
Lecteurs d'H.R.

L'impérialisme U S sera anéanti!

LES PEUPLES D'INDOCHINE VAINCRONT!

Etroitement unis dans la lutte contre l'agression américaine pour l'indépendance nationale, les trois peuples indochinois coordonnent avec génie leurs actions et font des ravages dans les troupes américano-fantoches.

Ces dernières semaines, les Forces armées patriotiques lao ont livré des combats magnifiques, particulièrement dans la région du Bas-Laos sur la route N° 9, axe de pénétration des troupes d'invasion.

Ainsi les Forces armées patriotiques lao ébrèlent à l'heure actuelle les troupes américano-fantoches qui tentaient d'atteindre Tchepone. Tous les correspondants de presse occidentaux relatent la grande panique des troupes d'« élite » américano-fantoches. Les hélicoptères U.S. n'arrivent pas à se poser en raison des tirs de D.C.A. Ceux qui y parviennent sont gênés pour prendre les blessés par des soldats des troupes d'agression valides « qui veulent coûte que coûte quitter la place. Les mitrailleurs de porte sont parfois obligés de repousser du pied ceux qui s'accrochent au décollage aux patins des hélicoptères ».

D'autre part, dans la région de Savannakhet, l'Armée populaire de libération lao a intercepté vaillamment un bataillon de la 1^{re} brigade de parachutistes fantoches sud-vietnamiens et un convoi du 17^e régiment blindé fantoche sur la route N° 9.

Les multiples opérations de l'Armée populaire de libération lao qui ont mis plus de 1 000 américano-fantoches hors de combat sont brillamment soutenues par les héroïques combattants des Forces armées populaires de libération du Sud-Vietnam qui infligent des pertes



Les combattants de l'Armée de Libération du Laos prennent une position ennemie.

énormes aux bases arrières des agresseurs américains, au nord du Sud-Vietnam, en particulier dans la province de Quang Tri, à Khe Shan et à Da Nang. C'est par centaines que se comptent les hélicoptères et avions abattus, les véhicules militaires endommagés et les soldats américains mis hors de combat en moins d'une semaine.

Et au Nord-Laos, c'est une défaite extrêmement cuisante que les Forces patriotiques lao ont infligé aux troupes du bandit Vang Pao à Long Cheng.

« Long Cheng est le repaire de la « force spéciale » de Vang Pao entretenue par les impérialistes américains et le « centre nerveux » de la C.I.A. au Laos.

L'Armée Populaire de Libération a canonné l'aérodrome de Long Cheng

pendant toute la nuit du 13 et attaqué les tortresses de Vang Pao aux environs de Long Cheng, tuant ou blessant une centaine de bandits de Vang Pao, détruisant des bâtiments à Long Cheng et touchant plusieurs avions américains. A l'heure actuelle, Long Cheng est encerclé par l'Armée Populaire de Libération.

Sous le coup sévère des Forces armées patriotiques et la population de la province de Xieng Khoang, les agresseurs américains et les bandits de Vang Pao se trouvaient dans une grande confusion. A la demande de Vang Pao, chef de file des bandits, l'impérialisme américain a envoyé à Long Cheng des avions qui ont largué à la hâte des bombes à Long Cheng

LA R. P. DE CHINE LE PLUS SUR ARRIERE DES PEUPLES INDOCHINOIS

Pékin, 15 février (hsinhua). — Afin de vaincre définitivement les agresseurs américains et tous leurs laquais en Indochine, d'accroître la force économique et le potentiel de défense nationale du peuple vietnamien qui mène une longue guerre de résistance contre l'agression américaine et pour le salut national, et de raffermir davantage l'amitié et la solidarité militantes entre les peuples chinois et vietnamien, le gouvernement de la République Populaire de Chine et le gouvernement de la République démocratique du Vietnam ont signé aujourd'hui à Pékin un accord sur l'aide économique et militaire supplémentaire pour l'année 1971 accordée par la Chine au Vietnam.

et sur la base de la C.I.A. qui s'y trouvait, 10 soldats américains et bandits de Vang Pao ont été tués, 20 autres blessés et le marché de Long Cheng a été incendié.»

Par ailleurs, au Cambodge, les Forces armées de libération nationale du Cambodge remportent des victoires importantes sur les routes N° 7 et N° 4.

NOUVELLE AVENTURE MILITAIRE...

« Provocation, échec, nouvelle provocation, nouvel échec et cela jusqu'à leur ruine, telle est la logique des réactionnaires. »

(Mao Tsé-toung.)

La guerre d'agression contre les héroïques peuples indochinois a plongé l'économie américaine dans une crise chaque jour plus profonde. Inflation, chômage, hausse des prix galopante la précipitent à grande vitesse vers la banqueroute totale. Face à cette situation catastrophique provoquée par la politique agressive de l'administration Nixon, Nixon ne voit qu'un remède : recourir à l'augmentation des dépenses gouvernementales, notamment militaires. Il a déclaré récemment :

« Les dépenses totales doivent être augmentées le plus rapidement possible » afin de réaliser « le plein emploi et le plein rendement », « notre première tâche doit être d'assurer une plus rapide expansion », a-t-il ajouté. Le 29 janvier, Nixon a présenté un budget pour l'exercice fiscal de 1972 avec un déficit s'élevant à 11 milliards 600 millions de dollars américains d'après les comptes. Il a réduit quatre fois de suite le taux d'intérêt des banques durant les deux derniers mois et signe un décret pour réduire la taxe à payer par les capitalistes monopoleurs de 2 milliards 700 millions de dollars. Après avoir pris ces mesures, Nixon estimait que « 1971 sera une meilleure année qui mènera à une excellente année en 1972 ».

Mais la politique « expansionniste » de Nixon sera-t-elle aussi efficace que ça ? On se souvient des

vieilles méthodes que Johnson a utilisées et que Nixon a appelées la cause d'« une des plus graves inflations dans l'histoire américaine. » Dans le temps, pour « stimuler l'économie », Johnson n'a cessé d'étendre la guerre d'agression au Vietnam et de faire émettre des billets de banque en grande quantité, ce qui a entraîné la hausse des prix et a provoqué le mécontentement général du peuple.

Aujourd'hui, se trouvant dans une position plus difficile que Johnson, Nixon a repris la recette de son prédécesseur pour faire face aux crises financière et économique. C'est prendre une boisson empoisonnée pour étancher la soif.

Loïn de pouvoir résoudre la crise économique chaque jour plus grave, cet effort vain portera inévitablement la crise financière à un état incontrôlable. Cette politique soi-disant expansionniste qui causerait un grand déficit financier est une impasse et Nixon en est fort conscient. Il a indiqué dans son message économique de l'année dernière : « Un déficit du budget fédéral, qui demanderait au département du Trésor de devenir encore une fois un emprunteur simple dans le marché des capitaux... pourrait amener cet état de choses (l'apparition d'une sérieuse récession ou d'une nouvelle inflation). » S'il est obligé aujourd'hui de s'engager dans cette impasse, c'est qu'il n'a aucune autre alternative. Même la presse bourgeoise américaine a indiqué que l'« expansion » de Nixon est « vraiment un jeu de hasard ». Ce qui l'attend sera une perte encore plus désastreuse que celle de Johnson. »



Le peuple vietnamien est déterminé à abattre les agresseurs U.S.

L'IMPERIALISME AMERICAIN STOKÉ DES ARMES NUCLEAIRES AUX PHILIPPINES

Par ailleurs dans une conférence de presse improvisée le Mercredi 17 février Nixon a déclaré qu'il n'imposerait aucune limite aux bombardements de l'aviation américaine en Indochine et d'autre part qu'il se refusait « à toute spéculation sur ce que pourra décider Saïgon en ce qui concerne une éventuelle incursion au Vietnam du Nord ».

Ces déclarations hitlériennes visent à préparer l'opinion publique à l'invasion du Nord-Vietnam et à d'autres aventures guerrières...

« Selon des informations provenant de Manille, l'impérialisme américain s'emploie à renforcer ses bases militaires aux Philippines et y a stocké des armes nucléaires en vue d'étendre sa guerre d'agression en Indochine. »

Certains soldats américains stationnés dans la base aérienne américaine de Clark aux Philippines ont dénoncé les crimes des forces d'agression américaines qui ont stocké des armes nucléaires dans cette base. Dans le journal « The Whig » publié en secret aux Philippines, ces soldats américains ont indiqué en octobre dernier que dans la base aérienne américaine de Clark, il y a une « zone interdite » où on ne peut entrer qu'avec un laissez-passer spécial. Cette zone a été séparée d'autres parties de la base parce que des armes nucléaires y sont stockées. Citant les sources parlementaires philippines, le « Manila Chronicle » a révélé récemment que la base américaine de Clark « a été utilisée comme un dépôt de ravitaillement des armes nucléaires et biochimiques pour le réseau militaire américain en Asie » afin de soutenir les « commandements militaires américains au Sud-Vietnam, en Thaïlande et à Taïwan ».